



Communiqué de Presse de l'intersyndicale AKKA CFE-CGC, CGT, FO, UNSA

Blagnac, le 23 mars 2021

MONTEBOURG / RICCI, complices ou frères ennemis ?

L'intersyndicale AKKA CFE-CGC, CGT, FO, UNSA enjoint Monsieur Arnaud Montebourg à se prononcer fermement pour l'arrêt des PSE chez AKKA, et plus généralement de la casse sociale que nous subissons depuis plus d'1 an. Nous demandons aussi à Monsieur Arnaud Montebourg en sa qualité de représentant de la société « Les Equipes du Made In France », elle-même présidant la société SICEF, filiale d'AKKA Services, de se lever contre les délocalisations de nos emplois en Inde, en Roumanie et au Maroc. . Nous demandons enfin une rencontre avec Messieurs Arnaud Montebourg et Jules-Henri Morel (DG de la SICEF), pour les aider à rester des ardents défenseurs de l'industrie française.

Nous condamnons les propos mensongers de Monsieur Ricci, PDG du Groupe AKKA, affirmant [en direct le 17 mars dans un média](#), qu'il n'a « pas vu beaucoup les syndicats sur des solutions ». Pour voir les syndicats à l'œuvre, encore faut-il être ouvert aux propositions qui sont faites, être ouvert aux négociations loyales et concernant ces propositions. Faudrait-il aussi qu'il participe sincèrement aux réunions que nous avons provoquées dans le but de renouer un dialogue constructif ! En janvier déjà, nous condamnions Monsieur Ricci dans [un communiqué de presse](#). Or, via ses représentants, il a refusé d'échanger sur toutes les solutions proposées par les syndicats alors qu'elles auraient pu maintenir les emplois et éviter les départs contraints :

- C'est lui qui a refusé d'appliquer l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) sur 24 mois. Or cela aurait permis de conserver nos forces vives le temps de regagner des marchés et de développer la diversification, en multipliant des plans de formations ambitieux avec l'appui des collectivités telles que la Région Occitanie et la Région Normandie.
- C'est aussi lui qui a refusé de lancer le Plan de Départ Volontaire que nous avons proposé dès novembre 2020. Ce plan aurait été plus attractif à ce moment-là car il aurait permis aux salariés de toutes les entités d'AKKA France de sortir dignement de cette ambiance anxiogène alimentée par la Direction Générale et donc autant de postes sauvés.
- C'est toujours lui qui a refusé d'échanger sur d'autres dispositifs tels que le temps partiel, la réduction du temps de travail, l'échange de compétences avec d'autres entreprises, etc.

Les syndicats ont été, sont et resteront force de proposition. Pour avancer dans le bon sens, il faudrait une Direction loyale, cohérente et respectueuse de ses salarié·e·s et ayant cette honnêteté intellectuelle digne d'un dirigeant contemporain conscient des enjeux du monde d'après. Monsieur Ricci se dit créateur de valeur alors qu'il supprime des postes par centaines ! Mais de quelles valeurs parle-t-il, si ce n'est de cette seule valeur individualiste et financière qui le pousse à capitaliser hors de France avec l'aide des fonds publics ?

Les salarié·e·s créent la richesse de l'entreprise et les syndicats défendent la valeur humaine. Cette valeur humaine qui aurait pu faire d'AKKA, durant cette crise sanitaire, économique et sociale, une entreprise plus solidaire, plus grande et plus forte. Monsieur Ricci l'a refusé pour une gestion à court terme, destructrice mais soi-disant plus rentable. Les salarié.e.s démontreront que, sans elles, sans eux, toute solution sera un échec.